



Nucléaire et renouvelables : on a besoin des deux !

FRANCOIS LEVEQUE ([HTTP://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=17569](http://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=17569)) | Le 02/06 à 07:00

Faut-il pousser prématurément le nucléaire dehors pour laisser la place aux énergies renouvelables ? Tel semble être un choix inéluctable pour la France en matière de programmation énergétique. La loi de transition énergétique votée l'an dernier met l'accent sur le développement des énergies renouvelables et sur l'accroissement des efforts d'efficacité énergétique.

Le premier aura pour effet d'augmenter les capacités de production d'électricité et le second de limiter la demande d'électricité. Cette conjonction, dans un contexte européen de surcapacité durable, conduirait à penser que la croissance des renouvelables passe forcément par la fermeture de réacteurs nucléaires. Une telle logique semble même implicitement adoptée par la loi puisqu'elle prévoit aussi de plafonner la part du nucléaire à 50 % de la production électrique à l'horizon 2025. Cela se traduirait, selon la Cour des comptes, par la fermeture de 17 à 20 réacteurs. L'objectif de 50 % est aujourd'hui considéré de moins en moins crédible. La décision pour sa mise en oeuvre vient d'être reportée à après les élections. Mais est-il vrai qu'il n'y aurait plus de place pour la croissance des renouvelables si le parc nucléaire français ne maigrissait pas ?

Non. Dans les marchés électriques français et européen, les quantités d'électricité sont produites et injectées dans le réseau selon leur ordre de mérite économique. Ce sont d'abord les centrales au coût variable le plus bas qui sont appelées. Puis, si les besoins ne sont pas satisfaits, entrent en production des centrales à coûts plus élevés, celles fonctionnant au charbon et au gaz par exemple. Ainsi, en pointe de demande, les centrales à fioul sont mobilisées (130 EUR/MWh) et, en demande creuse, par exemple la nuit, les énergies renouvelables à coût marginal quasi nul et le nucléaire (10 EUR/MWh) sont seuls appelés. Le marché fonctionne de telle sorte que le prix d'équilibre est égal au coût marginal de l'unité marginale. Cette position de l'énergie nucléaire dans l'ordre du mérite laisse de la place aux renouvelables, même si le parc nucléaire est inchangé et si la capacité éolienne et solaire triple en France à l'horizon 2025. Ce sont le gaz et le charbon utilisés dans d'autres pays européens qui vont être déplacés. Il n'y a pas besoin de réduire la production nucléaire ou renouvelable, une fois la demande française satisfaite, car elle sera appelée par le marché de nos pays voisins. En Allemagne ou en Angleterre, le mégawattheure marginal est en effet le plus souvent d'origine fossile et plus cher que le mégawattheure nucléaire et, a fortiori, le mégawattheure renouvelable. Avec un surcroît de capacité de production à très faible coût marginal, avec une capacité d'interconnexion prévue à plus de 20 GW en 2025, il y aura un débouché exportateur pour le nucléaire et les renouvelables.

Evidemment, en situation de surcapacité, les prix de l'électricité, comme pour n'importe quelle autre commodité, sont déprimés. Durable, cette dépression diminuera les recettes futures et donc la rentabilité des nouveaux investissements tant en renouvelables que dans le grand carénage du parc nucléaire, investissements que la France souhaite voir réaliser. Dans ce contexte, mieux vaut être plus sélectif dans ses investissements. L'économie recommande évidemment de préférer les investissements dont le taux de retour est le plus élevé. Aujourd'hui, le plus rentable est d'investir dans le nucléaire existant et non dans du nouveau renouvelable. Avec un âge moyen du parc d'environ trente ans, une durée de vie qui peut être prolongée au-delà de quarante ans avec des exigences de sûreté plus fortes, l'investissement, comme celui récemment estimé par la Cour des comptes de 1,7 milliard par réacteur, est celui qui s'accommodera le mieux d'un prix européen de l'électricité durablement déprimé. Il faudra un jour fermer les centrales nucléaires françaises, car, inévitablement, arrivera un moment où elles ne seront plus assez sûres ou plus rentables à exploiter. Ce moment n'est pas encore venu.

François Lévêque